

Dit formulier dient behoorlijk ingevuld samen met zijn bijlagen in drie exemplaren te worden ingediend bij :

Ministère de la Région wallonne

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

Aantal bijlagen : .....  
 Gemaakt te ....., op .....  
 Handtekening van de aanvrager : .....  
 Naam van de ondertekenaar : .....  
 Hoedanigheid : .....

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, voorkomings- en toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
 belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
 belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

F. 92 — 943

[S-C — 27130]

14 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
 relatif aux prises d'eau de surface potabilisable et aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, notamment les articles 2, 7, 10, 11 et 15;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires Intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « décret » : le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables;
- 2° « Ministre » : le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions;

3° « administration » : la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

4° « eau de surface potabilisable » : toute eau de surface ordinaire classée dans une zone de protection d'eau potabilisable établie en vertu de l'article 3 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et de ses arrêtés d'application;

5° « prise d'eau » : opération de prélèvement d'eau de surface potabilisable;

6° « installation de surface » : partie de l'ouvrage de prise d'eau potabilisable située en surface ainsi que le bâtiment la protégeant;

7° « gestionnaire du cours d'eau » :

a) la Région wallonne pour les cours d'eau navigables et non navigables de première catégorie;

b) la province pour les cours d'eau non navigables de deuxième catégorie;

c) la commune pour les cours d'eau non navigables de troisième catégorie.

## CHAPITRE II. — Autorisation de prise d'eau

**Art. 2. § 1er.** L'autorisation de prise d'eau visée à l'article 2 du décret est nécessaire pour :

1° l'exploitation d'un ouvrage de prise d'eau;

2° la modification d'un ouvrage de prise d'eau;

3° la remise en service d'un ouvrage de prise d'eau après une période d'interruption continue d'au moins deux années.

Par dérogation à l'alinéa 1er, 3°, une prise d'eau interrompue avec l'accord de l'administration ne requiert pas l'octroi d'une nouvelle autorisation. Dans ce cas, l'administration doit être informée de la remise en service de l'ouvrage de prise d'eau.

§ 2. Les prises d'eau doivent satisfaire aux conditions minimales suivantes :

1° la qualité de l'eau de surface dans laquelle s'effectue le prélèvement doit être préservée;

2° la quantité d'eau prélevée dans une eau de surface doit être déterminée de façon telle que la prise d'eau ne compromette pas l'équilibre écologique et sanitaire de l'eau de surface;

3° la sécurité des personnes et des biens ne peut être affectée par les prélèvements effectués dans l'eau de surface potabilisable.

§ 3. L'autorisation de prise d'eau peut prévoir des dispositions adaptées aux cas d'espèce en vue d'atteindre les objectifs visés au § 2.

**Art. 3.** Les prises d'eau sont réparties en deux catégories.

La catégorie A comprend toutes les prises d'eau y compris celles réalisées par des personnes privées à l'usage exclusif de leur ménage, mais à l'exception de celles rentrant dans la catégorie B.

La catégorie B comprend les prises d'eau destinées à :

1° la distribution publique;

2° la consommation humaine;

3° la fabrication de denrées alimentaires;

4° l'alimentation des installations publiques de piscines, bains, douches ou autres installations similaires.

**Art. 4.** La demande d'autorisation doit être adressée à l'administration au moyen du formulaire délivré par celle-ci et prévu à l'annexe.

Cette demande comprend les renseignements suivants :

1° les nom, prénoms, profession, nationalité et adresse du demandeur si celui-ci est une personne physique; si le demandeur est une personne morale : la nature, la dénomination, la nationalité et l'objet social de celle-ci, le nom, prénoms et qualité du représentant, les adresses du siège social et du siège d'exploitation;

2° l'activité du demandeur;

3° l'emplacement de l'ouvrage de prise d'eau;

4° la date envisagée pour la réalisation de l'ouvrage de prise d'eau;

5° les caractéristiques techniques de l'ouvrage prévu :

a) nature du dispositif de prise d'eau;

b) dimensions de l'ouvrage;

c) capacité du réservoir éventuel;

d) dispositif prévu pour la mesure du volume d'eau prélevé;

e) dispositif prévu pour la prise d'échantillons.

Ces données sont reportées sur un plan à l'échelle 1/100 de l'ouvrage de prise d'eau;

6° le nombre maximum de mètres cubes à prélever par jour et par an avec la justification de l'utilisation de ce débit d'eau;

7° les périodes de prise d'eau;

8° l'usage de l'eau;

9° le lieu d'évacuation des eaux après usage;

10° une copie certifiée conforme du titre de propriété relatif aux biens immeubles situés à l'intérieur de la zone de prise d'eau, à moins que la Région n'en soit propriétaire, ou l'engagement du propriétaire de vendre ou céder les biens immeubles concernés au demandeur, le cas échéant, sous la condition de l'obtention d'une autorisation de prise d'eau;

- 11° une attestation de conformité et un certificat d'étalonnage du dispositif de comptage;
- 12° un projet de délimitation de la zone de prise d'eau comprenant un plan dressé à l'échelle minimum de 1/100 où sont indiquées la situation et les limites de la zone concernée;
- 13° un extrait du plan cadastral indiquant les parcelles situées dans la zone de prise d'eau;
- 14° un extrait de la matrice cadastrale mentionnant les noms et adresses des propriétaires des parcelles ou des parties de parcelles situées dans cette zone, les propriétaires visés étant ceux connus de l'Administration du Cadastre deux mois avant l'introduction de la demande;
- 15° si une zone de prévention est requise, un projet de délimitation de cette zone auquel sont joints :
  - a) une note explicative justifiant la proposition de délimitation et, le cas échéant, une description des moyens ayant servi à la délimitation de la zone de prévention;
  - b) un plan dressé à l'échelle minimum de 1/1000 où sont indiquées la situation et les limites des zones de prise d'eau et de prévention projetées;
  - c) un extrait du plan cadastral indiquant les parcelles situées dans les zones de prise d'eau et de prévention projetées;
  - d) un extrait de la matrice cadastrale avec mention des noms et adresses des propriétaires des parcelles ou des parties de parcelles situées dans ces zones, les propriétaires visés étant ceux connus de l'Administration du Cadastre deux mois avant l'introduction de la demande;
  - e) un devis estimatif du coût d'établissement de la zone de prévention et des mesures projetées à l'intérieur de celle-ci.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1°, le demandeur de nationalité étrangère doit être domicile en Belgique.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, l'emplacement doit être précisé par les coordonnées Lambert en vigueur à l'Institut géographique national, ainsi que par un extrait de la carte topographique à l'échelle 1/10000 sur lequel est indiquée la position de l'ouvrage de prise d'eau.

Pour l'application de l'alinéa 2, 5°, les caractéristiques doivent être reportées sur un plan de l'ouvrage de prise d'eau à l'échelle 1/100.

**Art. 5. § 1er.** Lorsque la demande d'autorisation est complète, l'administration adresse au demandeur, par lettre recommandée à la poste, un accusé de réception dans les quinze jours de la réception de cette demande.

Si la demande d'autorisation est incomplète, l'administration en informe le demandeur dans le même délai et lui indique les documents ou renseignements manquants.

§ 2. Le Ministre statue sur la demande, par arrêté motivé, dans les trois mois de l'accusé de réception.

Le Ministre peut proroger ce délai deux fois pour une même durée.

Le délai visé à l'alinéa 1er est prorogé de neuf mois lorsque l'Exécutif a entamé la procédure de constitution d'une zone de prévention non obligatoire, mais ne la poursuit pas jusqu'à son terme.

§ 3. Par dérogation au § 2, dans le cas de demandes d'autorisation de prise d'eau pour lesquelles une zone de prévention est constituée, le Ministre statue, par arrêté motivé, dans le mois de l'arrêté visé à l'article 12.

§ 4. En l'absence de décision du Ministre dans les délais impartis, la demande est considérée comme rejetée.

**Art. 6.** Les arrêtés d'autorisation de prise d'eau visés à l'article 5 mentionnent les conditions à observer relatives notamment :

- 1° aux dispositifs de prise d'eau;
- 2° aux modalités de réalisation et d'équipement de l'ouvrage;
- 3° aux dispositifs de comptage des volumes, de mesure des niveaux d'eau et de prise d'échantillons dans l'ouvrage;
- 4° à l'utilisation de l'eau captée;
- 5° au volume d'eau maximal à prélever par jour et par an;
- 6° à la fréquence des relevés de comptage des volumes;
- 7° à la préservation des prises d'eau dans le voisinage;
- 8° à la sécurité publique;
- 9° aux mesures à prendre en cas de cessation de la prise d'eau.

L'administration est habilitée à contrôler le bon état des dispositifs de mesure; elle doit être informée de toute modification ou remplacement de ces dispositifs.

Le titulaire d'une autorisation de prise d'eau est tenu de communiquer à l'administration, au plus tard le 31 janvier de chaque année, le volume d'eau captée au cours de l'année précédente et généralement toute autre donnée se rapportant aux conditions d'autorisation et aux modalités d'utilisation de la prise d'eau.

**Art. 7.** Le Ministre peut, dans des circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, permettre un dépassement déterminé du débit autorisé.

L'autorisation de prise d'eau est périmée si aucune prise d'eau n'est effectuée dans un délai de deux ans à dater de sa délivrance.

**Art. 8.** Toute révision de l'autorisation conformément à l'article 7 du décret est opérée conformément aux règles relatives aux conditions et formalités de délivrance des autorisations.

Une enquête publique préalable est organisée dans le cas où la modification proposée a pour effet de modifier, soit la zone de prévention établie autour de la prise d'eau, soit la réglementation des activités susceptibles d'y être exercées, ou de rendre nécessaire la délimitation d'une telle zone.

### CHAPITRE III. — Zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance

**Art. 9.** La zone de prise d'eau est délimitée, côté terre, par la ligne située à une distance de dix mètres des limites extérieures des installations de surface strictement nécessaires à la prise d'eau et, côté cours d'eau, par la limite de propriété du gestionnaire du cours d'eau.

Par dérogation à l'alinéa 1er, la délimitation de la zone de prise d'eau peut coïncider avec des repères ou des limites topologiques naturels ou artificiels tels que des voies de communication, des cours d'eau, des clôtures, des fronts de basses ou des limites administratives telles que des sections cadastrales.

Dans cette éventualité, le Ministre peut, par arrêté motivé, imposer des mesures de protection supplémentaire.

**Art. 10.** Une zone de prévention doit être déterminée pour toute prise d'eau de la catégorie B.

**Art. 11.** La zone de prévention est constituée, d'une part, par la zone de protection visée à l'article 3 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et, d'autre part, par deux zones adjacentes à celle-ci, d'une même longueur et d'une largeur mentionnée dans l'arrêté qui constitue la zone de prévention.

La largeur des zones adjacentes visées à l'alinéa 1er peut être variable.

**Art. 12.** Après l'enquête publique réalisée conformément à l'article 14, l'Exécutif prend un arrêté déterminant la zone de prévention et réglementant les activités dans cette zone; il en informe les communes concernées, la députation permanente du conseil provincial et toute personne ayant fait des observations au cours de l'enquête publique.

**Art. 13.** Après l'enquête publique réalisée conformément à l'article 14, l'Exécutif détermine la zone de surveillance et réglemente les activités dans cette zone; il en informe les communes concernées, la députation permanente du conseil provincial et toute personne ayant fait des observations au cours de l'enquête publique.

#### CHAPITRE IV. — De l'enquête publique

**Art. 14.** Les projets de zones de prévention et de surveillance sont adressés par le Ministre, avec leurs annexes, aux communes sur le territoire desquelles s'étend tout ou partie des zones précitées.

Dans les quinze jours de la réception du dossier, le collège des bourgmestre et échevins ouvre une enquête de commodo et incommodo par l'affichage d'un avis indiquant l'objet de l'enquête. Cet avis est affiché pendant trente jours aux endroits ordinaires de l'affichage; simultanément, le collège en adresse copie par écrit, individuellement et à domicile aux propriétaires et principaux occupants des immeubles situés dans la zone ainsi qu'aux administrations publiques dont dépend une voie de communication, un cours d'eau, un ouvrage ou un établissement quelconque situé dans la zone.

Pendant la durée de l'enquête, le dossier et les plans y annexés peuvent être consultés par tous les intéressés. Une copie de ces documents est remise contre paiement du prix coûtant, fixé par le collège des bourgmestre et échevins, aux personnes qui en font la demande.

Pendant le même délai, un membre du collège des bourgmestre et échevins ou un fonctionnaire délégué à cet effet recueille les observations écrites. A l'expiration de ce délai, il tient une séance où sont entendus tous ceux qui le désirent et à l'issue de laquelle il est adressé un procès-verbal qui clôture l'enquête de commodo et incommodo.

L'administration communale renvoie le dossier au Ministre, dans le délai de dix jours à dater de la clôture de l'enquête, avec l'avis motivé du collège des bourgmestre et échevins.

#### CHAPITRE V. — Dispositions finales

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Toutefois, pour les autorisations de prise d'eau existantes, les dispositions relatives aux zones de prise d'eau et de prévention n'entrent en vigueur qu'après trois ans.

**Art. 16.** Le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 novembre 1991.

Le Ministre-Président,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELMÉ

Le Ministre des Affaires Intérieures,  
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiaires et de l'Eau,

A. VAN der BIEST

Annexe

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement  
Division de l'EauFORMULAIRE DE DEMANDE D'AUTORISATION DE PRISE D'EAU DE SURFACE  
POTABILISABLE

Remarque préliminaire : les cadres en grisé sont réservés à l'Administration.

## 1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR.

CODE :  /  ANCIEN CODE:  /  / COMMUNE Remplir le cadre A si le demandeur est une personne physique  
Remplir le cadre B si le demandeur est une personne morale

## CADRE A

NOM : .....  
PRENOMS : .....  
PROFESSION : .....  
NATIONALITE : ..... LANGUE (F/NL/D): .....

## ADRESSE (1) :

Rue/Av./Bld. : .....  
N° : ..... BOITE : .....  
C.P. : ..... COMMUNE : .....  
N° TELEPHONE : .....  
N° TVA : ..... N° REGISTRE NATIONAL : .....

## CADRE B

NATURE : .....  
DENOMINATION OFFICIELLE : .....  
NATIONALITE : ..... LANGUE (F/NL/D): .....  
OBJET SOCIAL : .....

## ADRESSE(S) (1) :

SIEGE SOCIAL :  
Rue/Av./Bld. : .....  
N° : ..... BOITE : .....  
C.P. : ..... COMMUNE : .....  
N° TELEPHONE : .....  
N° TVA : ..... N° REGISTRE NATIONAL : .....

## SIEGE D'EXPLOITATION

Rue/Av./Bld. : .....  
N° : ..... BOITE : .....  
C.P. : ..... COMMUNE : .....  
N° TELEPHONE : .....  
N° TVA : ..... N° REGISTRE NATIONAL : .....NOM ET PRENOMS DU REPRESENTANT : .....  
QUALITE : .....

(1) Si le demandeur est de nationalité étrangère, il doit élire domicile en Belgique.

2. ACTIVITE DU DEMANDEUR

Mettre une croix dans la (les) case(s) correspondante(s) :

10	<input type="checkbox"/>	- Activité agricole
20	<input type="checkbox"/>	- Activité industrielle
30	<input type="checkbox"/>	- Distribution publique d'eau
40	<input type="checkbox"/>	- Activité hospitalière
50	<input type="checkbox"/>	- Activité commerciale
60	<input type="checkbox"/>	- Particulier
70	<input type="checkbox"/>	- Administration publique
80	<input type="checkbox"/>	- Transport et communication
90	<input type="checkbox"/>	- Activité de services
	<input type="checkbox"/>	- Autre(s) à préciser : .....
		.....

3. DESCRIPTION DE L'OUVRAGE DE PRISE D'EAU3.1. LOCALISATION DE LA PRISE D'EAU DE SURFACE POTABILISABLE

CODE DE L'OUVRAGE :	<input type="text"/>	<input type="text"/>	/	<input type="text"/>	/	<input type="text"/>	/	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
N° SUR CARTE :	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

3.1.1. ADRESSE

Commune : .....

Commune ancienne : .....

Rue/Av./Bld. : .....

N° : ..... Boîte : .....

Lieu-dit : .....

3.1.2. PARCELLE(S) CADASTRALE(S)

Division : ..... Section : .....  
 Numéro (s) : .....

3.1.3. COORDONNEES LAMBERT :

X : ..... Y : ..... Z : .....  
 Ces coordonnées ont-elles été déterminées avec précision ? (oui/non) : .....

3.2. DENOMINATION DE LA PRISE D'EAU : .....

3.3. IDENTIFICATION DE L'EXPLOITANT DE LA PRISE D'EAU

Ne remplir cette partie que si le demandeur n'est pas l'exploitant de la prise d'eau.

NOM DE L'EXPLOITANT : .....

N° : ..... BOITE : .....

CODE POSTAL : ..... COMMUNE : .....

N° TELEPHONE : .....

3.4. CONTACTS

NOM DE LA PERSONNE A CONTACTER : .....

QUALITE : .....

N° TELEPHONE : .....

3.5. DATE DE REALISATION DE L'OUVRAGE DE PRISE D'EAU

PIEZOMETRE (O/N) : .....

CODE NAPPE :

CODE HYDROLOGIQUE :

NOM DU RUISSEAU : .....

LIEN AVEC OUVRAGE :   /  /  /

LIEN AVEC ETABLISSEMENT CLASSE :   /  /  /

4. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DE L'OUVRAGE

Donner ci-dessous les caractéristiques (dimensions, niveau de l'eau, ...)

.....  
 .....  
 .....

4.1. CARACTERISTIQUES DU PRELEVEMENT

NATURE DU DISPOSITIF :


- Pompe immergée

- Pompe de surface

- Ecoulement gravitaire

- Autre(s) à préciser : .....

.....

CARACTERISTIQUES DE LA POMPE :

Débit nominal : .....m<sup>3</sup>/h

Débit effectif : .....m<sup>3</sup>/h

Modèle : .....

Hauteur manométrique : .....

Type de moteur entraînant la pompe : .....

Puissance du moteur : .....kW

Profondeur à laquelle la pompe est installée : .....

4.2. CAPACITE DU RESERVOIR EVENTUEL : .....

4.3. DISPOSITIF DE MESURE DU VOLUME D'EAU PRELEVE :

4.4.1. NUMERO DU DISPOSITIF DE COMPTAGE : .....

4.4.2. TYPE DE DISPOSITIF :

CV	
CE	
DE	

- Compteur volumétrique

- Compteur électromagnétique

- Déversoir

- Autre à préciser : .....

.....



4.4.3. DESCRIPTION DU DISPOSITIF : .....

4.4.4. DATE DU DERNIER ETALONNAGE : .....

4.4.5. DATE DE FABRICATION : .....

4.4.6. DESCRIPTION DE L'ETALONNAGE : .....

4.5. DISPOSITIF DE PRISE D'ECHANTILLONS : .....

5. UTILISATION DE L'EAU CAPTEE

N° REF. DOSSIER :	<input type="text"/>
N° AUTORISATION :	<input type="text"/> 1 9 <input type="text"/> / <input type="text"/> / <input type="text"/> / <input type="text"/>
AUTORISE (O/N): ...	

5.1. DEBIT MAXIMUM SOUHAITE : .....m<sup>3</sup>/heure  
.....m<sup>3</sup>/jour  
.....m<sup>3</sup>/an

Justifier ce débit en précisant les périodes de prise d'eau :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

5.2. REGIME D'EXPLOITATION DE L'ETABLISSEMENT :

..... heures/jour  
..... jours/mois  
..... mois/an

5.3. USAGE DE L'EAU (mettre une croix dans la (les) case(s) correspondante(s))

B	11	- DISTRIBUTION PUBLIQUE
	14	- CONSOMMATION HUMAINE, EXCEPTE USAGE PRIVE (MENAGES)
	15	- FABRICATION DE DENREES ALIMENTAIRES
	16	- INDUSTRIE DES BOISSONS
	17	- RINCAGE ET NETTOYAGE DANS L'INDUSTRIE DES BOISSONS
	18	- BAINS, DOUCHES, PISCINES OU AUTRES INSTALLATIONS SIMILAIRES
	21	- FABRICATION INDUSTRIELLE D'UN PRODUIT NON ALIMENTAIRE
	22	- LAVAGE ET PREPARATION D'UN PRODUIT OU D'UNE MATIERE PREMIERE
	23	- REFROIDISSEMENT DES INSTALLATIONS ET REFRIGERATION
	24	- NETTOYAGE DE LOCAUX ET/OU DE MATERIEL
A	25	- PRODUCTION DE VAPEUR
	31	- AGRICULTURE - HORTICULTURE - ARBORICULTURE ...
	32	- ELEVAGE
	33	- PISCICULTURE
	41	- ALIMENTATION D'ETANG, DE PISCINE PRIVEE, DE FONTAINE
	42	- USAGE DOMESTIQUE ET SANITAIRE
	51	- CAR-WASH
	52	- SALON - LAVOIR - BLANCHISSERIE
	61	- POMPE A CHALEUR
	71	- UTILISATION DANS ETABLISSEMENT AVEC MALADES NON CONTAGIEUX
	81	- PROTECTION DE BIENS
	84	- SERVICE INCENDIE
	91	- RECHARGE ARTIFICIELLE DE NAPPE AQUIFERE
		- AUTRE A PRECISER : .....

Préciser ci-dessous l'(les) usage(s) de l'eau indiqué(s) dans le tableau en mentionnant le (les) pourcentage(s) utilisé(s) :

.....  
 .....  
 .....

USAGE 1 :	<input type="text"/>	POURCENTAGE USAGE 1 :	<input type="text"/>
USAGE 2 :	<input type="text"/>	POURCENTAGE USAGE 2 :	<input type="text"/>
USAGE 3 :	<input type="text"/>		

**6. REJET DES EAUX USEES**

- Lieu : .....
- Mode d'évacuation : .....
- Débit maximum : ..... m<sup>3</sup>/jour
- Polluants : .....
- Traitement : .....

**7. DOCUMENTS A ANNEXER AU PRESENT FORMULAIRE :**

**CATEGORIE DE LA PRISE D'EAU (A ou B) :**

**Remarques :**

- la catégorie de la prise d'eau est indiquée dans la première colonne de la grille « usage de l'eau » (§ 5.3.);
- si la prise d'eau entre dans les deux catégories, elle doit être classée en catégorie B;
- les prises d'eau réalisées par des personnes privées à l'usage exclusif de leur ménage sont classées dans la catégorie A.

**DOCUMENTS A ANNEXER :**

1. Pour toutes les prises d'eau :
  - une copie certifiée conforme du titre de propriété relatif aux biens immeubles situés à l'intérieur de la zone de prise d'eau, à moins que la Région n'en soit propriétaire;
  - ou
  - l'engagement du propriétaire de vendre ou céder les biens immeubles concernés au demandeur éventuellement conditionné par l'obtention d'une autorisation de prise d'eau;
  - ou
  - l'autorisation du propriétaire de réaliser un pompage d'essai ou un pompage temporaire à l'endroit prévu pour la prise d'eau.
2. Pour toutes les prises d'eau :
  - a) une attestation de conformité du dispositif de comptage;
  - b) un certificat d'étalonnage du dispositif de comptage.
3. Pour toutes les prises d'eau :
  - a) un projet de la délimitation de la zone de prise d'eau comprenant un plan dressé à l'échelle minimum 1/100 où sont indiquées la situation et les limites de la zone concernée;
  - b) un extrait de plan cadastral indiquant les parcelles situées dans la zone de prise d'eau;
  - c) un extrait de la matrice cadastrale mentionnant les noms et adresses des propriétaires des parcelles ou des parties des parcelles situées dans cette zone, les propriétaires visés étant ceux connus de l'Administration du Cadastre deux mois avant l'introduction de la demande.

## 4. Pour les prises d'eau de la catégorie B :

Un projet de délimitation d'une zone de prévention comprenant :

a) une note explicative justifiant la proposition de délimitation et, le cas échéant, une description des moyens ayant servi à la délimitation de la zone de prévention;

b) un plan dressé à l'échelle minimum de 1/1000 où sont indiquées la situation et les limites des zones de prise d'eau et de prévention projetées;

c) un extrait du plan cadastral indiquant les parcelles situées dans les zones de prise d'eau et de prévention projetées;

d) un extrait de la matrice cadastrale avec mention des noms et adresses des propriétaires des parcelles ou des parties de parcelles situées dans ces zones, les propriétaires visés étant ceux connus de l'Administration du Cadastre deux mois avant l'introduction de la demande;

e) un devis estimatif du coût d'établissement de la zone de prévention et des mesures projetées à l'intérieur de celle-ci.

CE FORMULAIRE DOIT ETRE DUMENT COMPLETE ET ADRESSE AVEC SES ANNEXES EN TROIS EXEMPLAIRES A :

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

<p>Nombre d'annexes : .....</p> <p>Fait à ....., le .....</p> <p>Signature du demandeur : .....</p> <p>Nom du signataire : .....</p> <p>Qualité : .....</p>
---

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau de surface potabilisable et aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
 chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,  
 B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux,  
 des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,  
 A. VAN der BIEST

ÜBERSETZUNG

D. 92 — 943

**14. NOVEMBER 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive  
 über die Entnahme von aufbereitem Oberflächenwasser  
 und die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszone**

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitem Wasser, insbesondere der Artikel 2, 7, 10, 11 und 15;

Aufgrund des Gutachtens des Beratenden Ausschusses für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezugschüften Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

#### KAPITEL I - *Definitionen*

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. « Dekret » : das Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser,
2. « Minister » : den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört,
3. « Verwaltung » : die Abteilung Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region,
4. « aufbereites Oberflächenwasser » : alles gewöhnliche Oberflächenwasser, das in eine aufgrund von Artikel 3 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung und seiner Anwendungserlasse errichtete Schutzzone für aufbereites Wasser eingestuft ist,
5. « Wasserentnahme » : das Entnehmen von aufbereitablem Oberflächenwasser,
6. « oberirdische Anlage » : Teil des Bauwerks zur Entnahme von aufbereitablem Wasser, der sich an der Oberfläche befindet, und das Gebäude, das ihn schützt,
7. « Verwalter des Wasserlaufes » :
  - a) die Wallonische Region für die schiffbaren und nichtschiffbaren Wasserläufe erster Kategorie;
  - b) die Provinz für die nichtschiffbaren Wasserläufe zweiter Kategorie;
  - c) die Gemeinde für die nichtschiffbaren Wasserläufe dritter Kategorie.

#### KAPITEL II - *Genehmigung zur Wasserentnahme*

Art. 2, § 1. Die in Artikel 2 des Dekrets erwähnte Genehmigung zur Wasserentnahme ist erforderlich, um :

1. ein Entnahmebauwerk zu betreiben,
2. ein Entnahmebauwerk zu ändern,
3. ein Bauwerk zur Wasserentnahme nach einer mindestens zweijährigen Unterbrechung wieder in Betrieb zu nehmen.

In Abweichung von Absatz 1 Nr. 3 bedarf eine mit der Zustimmung der Verwaltung unterbrochene Wasserentnahme keiner neuen Genehmigung. In diesem Fall muß die Verwaltung über die Wiederinbetriebnahme des Bauwerks zur Wasserentnahme informiert werden.

§ 2. Die Wasserentnahme muß folgenden Mindestanforderungen entsprechen :

1. die Qualität des Oberflächenwassers, aus dem das Wasser entnommen wird, muß erhalten bleiben,
2. die aus Oberflächenwasser entnommene Wassermenge muß so festgelegt werden, daß die Wasserentnahme das ökologische und hygienische Gleichgewicht des Oberflächenwassers nicht gefährdet,
3. das Entnehmen von Wasser aus dem aufbereitablem Oberflächenwasser darf die Sicherheit der Menschen und der Güter nicht beeinträchtigen.

§ 3. Die Genehmigung zur Wasserentnahme kann im Hinblick auf die Erreichung der in § 2 erwähnten Ziele Bestimmungen vorsehen, die den Sonderfällen angepaßt sind.

Art. 3. Die Wasserentnahmen sind in zwei Kategorien aufgeteilt.

Die Kategorie A umfaßt alle Wasserentnahmen, einschließlich derjenigen, die die Privatpersonen ausschließlich für ihren Haushalt vornehmen, und mit Ausnahme derjenigen, die in die Kategorie B fallen.

Die Kategorie B umfaßt die Wasserentnahmen, die bestimmt sind für :

1. die öffentliche Versorgung,
2. den menschlichen Gebrauch,
3. die Herstellung von Lebensmitteln,
4. die Versorgung der öffentlichen Anlagen von Schwimmbädern, Bädern, Duschen oder anderer ähnlicher Anlagen.

Art. 4. Der Genehmigungsantrag muß an die Verwaltung anhand des von dieser ausgehändigten und in der Anlage vorgesehenen Formulars gestellt werden.

Dieser Antrag enthält folgende Angaben bzw. Dokumente :

1. den Namen, die Vornamen, den Beruf, die Staatsangehörigkeit und die Adresse des Antragstellers, wenn dieser eine natürliche Person ist; wenn der Antragsteller eine juristische Person ist: die Art, die Benennung, die Staatsangehörigkeit und den Gesellschaftszweck dieser Person, den Namen, die Vornamen und die Eigenschaft des Vertreters, die jeweilige Anschrift des Gesellschaftssitzes und des Betriebssitzes,

2. die Tätigkeit des Antragstellers,
3. den Standort des Bauwerks zur Wasserentnahme,
4. das für die Ausführung des Bauwerks zur Wasserentnahme vorgesehene Datum,
5. die technischen Merkmale des geplanten Bauwerks :

- a) Art der Vorrichtung zur Wasserentnahme,
- b) Größe des Bauwerks,
- c) Fassungsvermögen des eventuellen Reservoirs,
- d) Vorrichtung, die zur Messung des entnommenen Wasservolumens vorgesehen ist,
- e) Vorrichtung, die zur Entnahme von Proben vorgesehen ist,

Diese Angaben werden auf einen im Maßstab 1/100 erstellten Plan des Entnahmebauwerks übertragen;

6. die Höchstanzahl Kubikmeter, die pro Tag und pro Jahr zu entnehmen sind, mit einer Rechtfertigung der Verwendung dieser Wassermenge,

7. die Zeiträume, in denen Wasser entnommen wird,
8. die Verwendung des Wassers,

9. den Ort, wo das Wasser nach Benutzung beseitigt wird,
10. eine beglaubigte Kopie der Eigentumsurkunde bezüglich der innerhalb der Wasserentnahmezone gelegenen unbeweglichen Güter, es sei denn, der Eigentümer ist die Region; oder die Verpflichtung des Eigentümers, die betreffenden unbeweglichen Güter an den Antragsteller zu verkaufen bzw. abzutreten, gegebenenfalls sofern eine Genehmigung zur Wasserentnahme erteilt wird,
11. eine Konformitätsbescheinigung und eine Eichbescheinigung für die Zählvorrichtung,
12. einen Entwurf über die Abgrenzung der Wasserentnahmezone mit einem mindestens im Maßstab 1/100 erstellten Plan, auf dem die Lage und die Grenzen der betreffenden Zone angegeben sind,
13. einen Auszug aus dem Katasterplan, in dem die Parzellen angegeben sind, die in der Wasserentnahmezone gelegen sind,
14. einen Auszug aus der Mutterrolle, in der die Namen und die jeweilige Adresse der Eigentümer der in dieser Zone gelegenen Parzellen bzw. Parzellenteile angegeben sind, wobei die Eigentümer gemeint sind, die die Katasterverwaltung zwei Monate vor der Einreichung des Antrags kennt,
15. wenn eine Präventivzone erforderlich ist, einen Entwurf zur Abgrenzung dieser Zone mit :
  - a) einem Erläuterungsschreiben zur Rechtfertigung des Abgrenzungsvorschlags und, gegebenenfalls, einer Beschreibung der Mittel, die zur Abgrenzung der Präventivzone gedient haben,
  - b) einem mindestens im Maßstab 1/1000 erstellten Plan, auf dem die Lage und die Grenzen der geplanten Wasserentnahme- und Präventivzonen angegeben sind,
  - c) einem Auszug aus dem Katasterplan, in dem die in den geplanten Wasserentnahme- und Präventivzonen gelegenen Parzellen angegeben sind,
  - d) einem Auszug aus der Mutterrolle, in der die Namen und die jeweilige Adresse der Eigentümer der in diesen Zonen gelegenen Parzellen bzw. Parzellenteile angegeben sind, wobei die Eigentümer gemeint sind, die die Katasterverwaltung zwei Monate vor der Einreichung des Antrags kennt,
  - e) einem Kostenvoranschlag zur Errichtung der Präventivzone und zu den in dieser Zonen geplanten Maßnahmen.

Für die Anwendung von Absatz 2 Nr. 1 muß der Antragsteller, der eine ausländische Staatsangehörigkeit hat, einen Wohnsitz in Belgien nehmen.

Für die Anwendung von Absatz 2 Nr. 3 muß der Standort anhand der im Nationalen Geographischen Institut geltenden Koordinate sowie durch einen Auszug aus der topographischen Karte im Maßstab 1/10000 mit der Lage des Bauwerks zur Wasserentnahme angegeben werden.

Für die Anwendung von Absatz 2 Nr. 5 müssen die Merkmale auf einen im Maßstab 1/100 erstellten Plan des Bauwerks zur Wasserentnahme übertragen werden.

**Art. 5, § 1.** Wenn der Genehmigungsantrag vollständig ist, läßt die Verwaltung dem Antragsteller binnen fünfzehn Tagen nach Eingang dieses Antrags eine Empfangsbescheinigung per Einschreiben zukommen.

Wenn der Genehmigungsantrag unvollständig ist, informiert die Verwaltung den Antragsteller binnen der gleichen Frist darüber und teilt ihm mit, welche Dokumente bzw. Angaben fehlen.

**§ 2.** Binnen drei Monaten nach der Empfangsbescheinigung befindet der Minister über den Antrag durch einen mit Gründen versehenen Beschluß.

Der Minister kann diese Frist zweimal für einen gleichen Zeitraum verlängern.

Die in Absatz 1 erwähnte Frist wird um neun Monate verlängert, wenn die Exekutive das Verfahren zur Errichtung einer nicht vorgeschriebenen Präventivzone eingeleitet hat, es aber nicht bis zu seinem Ende fortführt.

**§ 3.** In Abweichung von § 2 befindet der Minister im Falle, wo Anträge auf Genehmigung zur Wasserentnahme, für die eine Präventivzone errichtet wird, gestellt werden, innerhalb eines Monats nach dem in Artikel 12 erwähnten Erlaß durch einen mit Gründen versehenen Beschluß.

**§ 4.** Wenn der Minister binnen der bewilligten Frist keinen Beschluß gefaßt hat, gilt der Antrag als abgelehnt.

**Art. 6.** Die in Artikel 5 erwähnten Erlasse zur Genehmigung einer Wasserentnahme führen die einzuhaltenden Bedingungen an, die insbesondere folgendes betreffen :

1. die Vorrichtungen zur Wasserentnahme,
2. die Modalitäten für die Errichtung und Ausstattung des Bauwerks,
3. die Vorrichtungen zur Zählung der Volumen, zur Messung der Wasserpegel und zur Entnahme von Proben in dem Bauwerk,
4. die Verwendung des entnommenen Wassers,
5. das täglich und jährlich zu entnehmende maximale Wasservolumen,
6. die Häufigkeit der Ablesungen zur Zählung der Volumen,
7. den Schutz der Wasserentnahmestellen in der Nachbarschaft,
8. die öffentliche Sicherheit,
9. die Maßnahmen, die bei einer Einstellung der Wasserentnahme zu treffen sind.

Die Verwaltung ist befugt, den einwandfreien Zustand der Meßvorrichtungen zu prüfen; sie muß über jede Änderung bzw. Ersetzung dieser Vorrichtungen informiert werden.

Der Inhaber einer Genehmigung zur Wasserentnahme muß der Verwaltung spätestens am 31. Januar eines jeden Jahres das im Laufe des vorangehenden Jahres entnommene Wasservolumen und generell jede andere Angabe in bezug auf die Genehmigungsbedingungen und die Modalitäten für die Benutzung der Wasserentnahmestelle mitteilen.

**Art. 7.** In außergewöhnlichen Fällen kann der Minister für eine begrenzte Dauer erlauben, daß die zugelassene Fördermenge in einem bestimmten Maße überschritten wird.

Die Genehmigung zur Wasserentnahme erlischt, wenn innerhalb einer Frist von zwei Jahren nach ihrer Erteilung kein Wasser entnommen wird.

**Art. 8.** Jede Revision der Genehmigung im Sinne von Artikel 7 des Dekrets erfolgt gemäß den Regeln über die Bedingungen und die Formalitäten für die Erteilung der Genehmigungen.

Wenn die vorgeschlagene Änderung entweder zur Änderung der um die Wasserentnahmestelle errichteten Präventivzone oder zur Änderung der Regelung über die Tätigkeiten, die dort ausgeübt werden können, führt oder die Abgrenzung einer solchen Zone erforderlich macht, wird vorher eine öffentliche Untersuchung organisiert.

KAPITEL III. - *Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen*

**Art. 9.** Die Wasserentnahmezone wird, was den Boden betrifft, durch eine zehn Meter von den äußeren Grenzen der zur Wasserentnahme unbedingt erforderlichen oberirdischen Anlage entfernte Linie und, was den Wasserlauf betrifft, durch die Grenze des Eigentums des Verwalters des Wasserlaufes abgegrenzt.

In Abweichung von Absatz 1 kann die Abgrenzung der Wasserentnahmezone mit künstlichen oder natürlichen topologischen Zeichen oder Grenzen, wie Verkehrswegen, Wasserläufen, Einfriedungen, Fronten von Gebäuden, oder mit Verwaltungsgrenzen, wie Katasterfluren, übereinstimmen.

In diesem Fall kann der Minister durch einen mit Gründen versehenen Erlaß Maßnahmen zum zusätzlichen Schutz vorschreiben.

**Art. 10.** Für jede Wasserentnahme der Kategorie B muß eine Präventivzone festgelegt werden.

**Art. 11.** Die Präventivzone besteht einerseits aus der in Artikel 3 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung erwähnten Schutzzone und andererseits aus zwei an diese Schutzzone angrenzenden Zonen, die die gleiche Länge haben und die Breite aufweisen, die in dem Erlaß zur Errichtung der Schutzzone erwähnt ist.

Die Breite der in Absatz 1 erwähnten aneinandergrenzenden Zonen kann sich ändern.

**Art. 12.** Nach der gemäß Artikel 14 durchgeführten öffentlichen Untersuchung beschließt die Exekutive einen Erlaß, der die Präventivzone abgrenzt und die Tätigkeiten in dieser Zone regelt; sie setzt die betreffenden Gemeinden, den Ständigen Ausschuß des Provinzialrates und jede Person, die bei der öffentlichen Untersuchung Stellung genommen hat, davon in Kenntnis.

**Art. 13.** Nach der gemäß Artikel 14 durchgeführten öffentlichen Untersuchung legt die Exekutive die Überwachungszone fest und regelt die Tätigkeiten in dieser Zone; sie setzt die betreffenden Gemeinden, den Ständigen Ausschuß des Provinzialrates und jede Person, die bei der öffentlichen Untersuchung Stellung genommen hat, davon in Kenntnis.

KAPITEL IV. - *Öffentliche Untersuchung*

**Art. 14.** Die Entwürfe über Präventiv- und Überwachungszonen werden nebst Anlagen durch den Minister an die Gemeinden gerichtet, über deren Gebiet sich die gesamten vorerwähnten Zonen oder ein Teil davon erstrecken.

Binnen fünfzehn Tagen nach Eingang der Akte leitet das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine De-commodo-et-incommodo-Untersuchung durch den Aushang einer Bekanntmachung ein, die den Gegenstand der Untersuchung angibt. Diese Bekanntmachung hängt während dreißig Tagen an den üblichen Anschlagstellen aus; gleichzeitig läßt das Kollegium den Eigentümern und hauptsächlichen Bewohnern der in der Zone gelegenen Gebäude sowie den öffentlichen Verwaltungen, von denen ein Verkehrsweg, ein Wasserlauf, ein Bauwerk oder irgendein Betrieb abhängt, der bzw. das in der Zone gelegen ist, eine Kopie dieser Bekanntmachung persönlich und ins Haus schriftlich zukommen.

Während der Dauer der Untersuchung können die Akte und die ihr beigefügten Pläne von allen interessierten Personen eingesehen werden. Eine Kopie dieser Dokumente kann gegen Zahlung des vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium festgesetzten Selbstkostenpreises den Personen ausgehändigt werden, die darum bitten.

In der gleichen Frist sammelt ein Mitglied des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums oder ein zu diesem Zweck beauftragter Beamter die schriftlichen Bemerkungen ein. Nach Ablauf dieser Frist hält es bzw. er eine Sitzung ab, bei der all diejenigen angehört werden, die es wünschen, und an deren Ende ein Protokoll erstellt wird, das die De-commodo-et-incommodo-Untersuchung abschließt.

Die Gemeindeverwaltung schiebt dem Minister die Akte binnen zehn Tagen nach Abschluß der Untersuchung mit dem mit Gründen versehenen Gutachten des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums zurück.

KAPITEL V. - *Schlußbestimmungen*

**Art. 15.** Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Für die bestehenden Genehmigungen zur Wasserentnahme treten die Bestimmungen bezüglich der Wasserentnahme- und Präventivzonen jedoch erst nach drei Jahren in Kraft.

**Art. 16.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. November 1991

Der Minister-Vorsitzende, beauftragt mit der Wirtschaft,  
den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,  
beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschußten Arbeiten und dem Wasser,

A. VAN der BIEST

Anlage

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt  
Abteilung WasserAntragsformular für die Genehmigung zur Entnahme von aufbereitem  
Oberflächenwasser

Vorbemerkung : die schraffierten Felder sind der Verwaltung vorbehalten

## 1. Identifikation des Antragstellers

Code :  /  früherer Code :  /  /  /   
Gemeinde : Wenn der Antragsteller eine natürliche Person ist, Feld A ausfüllen.  
Wenn der Antragsteller eine juristische Person ist, Feld B ausfüllen.Feld AName : .....  
Vornamen : .....  
Beruf : .....  
Staatsangehörigkeit : ..... Sprache (F/NL/D) : .....  
Adresse (1) : .....  
Straße : .....  
Nr. : ..... Briefkastennr. : .....  
PLZ : ..... Gemeinde : .....  
Telefonnr. : .....  
MwSt.nr. : ..... Nr. beim Nationalregister : .....Feld BArt : .....  
Offizieller Name : .....  
Staatsangehörigkeit : ..... Sprache (F/NL/D) : .....  
Gesellschaftszweck : .....  
Adresse (1)  
Gesellschaftssitz Straße : .....  
Nr. : ..... Briefkastennr. : .....  
PLZ : ..... Gemeinde : .....  
Telefonnr. : .....  
MwSt.nr. : ..... Nr. beim Nationalregister : .....  
  
Betriebssitz Straße : .....  
Nr. : ..... Briefkastennr. : .....  
PLZ : ..... Gemeinde : .....  
Telefonnr. : .....  
MwSt.nr. : ..... Nr. beim Nationalregister : .....  
  
Name und Vornamen des Vertreters : .....  
Eigenschaft : .....

(1) Wenn der Antragsteller eine ausländische Staatsangehörigkeit hat, muß er einen Wohnsitz in Belgien nehmen.



**2. Tätigkeit des Antragstellers**

Das bzw. die entsprechenden Kästchen ankreuzen :

10	<input type="checkbox"/>	landwirtschaftliche Erwerbstätigkeit
20	<input type="checkbox"/>	Industrielle Tätigkeit
30	<input type="checkbox"/>	Öffentliche Wasserversorgung
40	<input type="checkbox"/>	Tätigkeit im Bereich der Krankenpflege
50	<input type="checkbox"/>	Kaufmännische Tätigkeit
60	<input type="checkbox"/>	Privatperson
70	<input type="checkbox"/>	Öffentliche Verwaltung
80	<input type="checkbox"/>	Verkehr und Nachrichtenübermittlung
90	<input type="checkbox"/>	Diensleistungen
	<input type="checkbox"/>	Andere Tätigkeit (en) bitte angeben

**3. Beschreibung des Entnahmebauwerks**

**3.1. Standort der Stelle, an der aufbereitetes Oberflächenwasser entnommen wird**

Code des Bauwerks	:	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Nr. auf der Karte	:	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

**3.1.1. Adresse**

Gemeinde : .....  
 Ehemalige Gemeinde : .....  
 Straße : .....  
 Nr. : ..... Briefkastennr. : .....  
 Stelle mit dem Namen : .....

**3.1.2. Katasterparzelle(n)**

Gemarkung : ..... Flur : .....  
 Nummer(n) : .....

**3.1.3. Koordinate**

X : ..... Y : ..... Z : .....  
 Sind diese Koordinate genau bestimmt worden ? (ja/nein) : .....

**3.2. Name der Wasserentnahmestelle : .....**

### 3.3. Identifikation des Betreibers der Wasserentnahmestelle

Dieser Teil ist nur auszufüllen, wenn der Antragsteller nicht der Betreiber der Wasserentnahmestelle ist.

Name des Betreibers : .....  
 Nr. : ..... Briefkastennr. : .....  
 Postleitzahl : ..... Gemeinde : .....  
 Telefonnr. : .....

### 3.4. Kontaktperson

Name der Kontaktperson : .....  
 Eigenschaft : .....  
 Telefonnr. : .....

### 3.5. Datum der Errichtung des Bauwerks zur Wasserentnahme : .....

Piezometer (J/N) : .....
Code des Grundwassers : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Hydrologischer code : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Name des Baches : .....
Zusammenhang mit dem Bauwerk : <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Zusammenhang mit einem Klassierten Betrieb : <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

## 4. Technische Merkmale des Bauwerks

Nachstehend die Merkmale (Größe, Wasserspiegel,...) :

.....  
 .....  
 .....

### 4.1. Merkmale der Entnahme Art der Vorrichtung

<input type="checkbox"/>	Tauchpumpe
<input type="checkbox"/>	oberirdische Pumpe
<input type="checkbox"/>	Abfluß mit natürlichem Gefälle
<input type="checkbox"/>	andere Vorrichtung(en) angeben .....

### Merkmale der Pumpe :

Nennleistung : ..... m<sup>3</sup>/h  
 Effektive Leistung : ..... m<sup>3</sup>/h  
 Bauart : .....  
 Druckhöhe : .....  
 Typ des Motors, der die Pumpe antreibt : .....  
 Motorleistung : ..... kW  
 Tiefe, in der die Pumpe aufgestellt ist : .....

- 4.2. Fassungsvermögen des eventuellen Reservoirs : .....
- 4.3. Vorrichtung zur Messung des entnommenen Wasservolumens : .....
- 4.4.1. Nummer der Zählvorrichtung : .....
- 4.4.2. Typ der Vorrichtung :

CV	volumenzähler
CE	Elektromagnetischer Zähler
DE	Überlauf
	Anderen Typ angeben .....

- 4.4.3. Beschreibung der Vorrichtung : .....
- 4.4.4. Datum der letzten Eichung : .....
- 4.4.5. Fabrikationsdatum : .....
- 4.4.6. Beschreibung der Eichung : .....
- 4.5. Vorrichtung zur Entnahme von Proben : .....

5. Verwendung des entnommenen Wassers

Zeichen der Akte	:	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
Nr. der Genehmigung :		<input type="text"/> / <input type="text"/> / <input type="text"/> / <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
Zugelassen (J/N) :		.....

- 5.1. Erwünschte Höchstfördermenge : ..... m3/Stunde  
 ..... m3/Tag  
 ..... m3/Jahr

Diese Fördermenge unter näherer Angabe der Wasserentnahmeperioden rechtfertigen : .....

5.2. Betriebsverhältnisse

- ..... Stunden/Tag
- ..... Tage/Monate
- ..... Monate/Jahr

5.3. Verwendung des Wassers

Das bzw. die entsprechenden Kästchen ankreuzen :

B	11	Öffentliche Versorgung
	14	Menschlicher Gebrauch, mit Ausnahme des privaten Gebrauchs (Haushalte)
	15	Herstellung von Lebensmitteln
	16	Getränkeindustrie
	17	Spülung und Reinigung in der Getränkeindustrie
	18	Bäder, Duschen, Schwimmbäder oder andere ähnliche Anlagen
A	21	Industrielle Herstellung eines Produktes, das nicht zur Nahrungsmittelindustrie gehört
	22	Wäsche und Vorbereitung eines Produktes oder eines Rohstoffes
	23	Kühlung der Anlagen und Tiefkühlung
	24	Reinigung von Räumen und/oder Material
	25	Dampferzeugung
	31	Landwirtschaft - Gärtenbau - Baumzucht
	32	Tierzucht
	33	Fischzucht
	41	Versorgung eines Weihers, eines privaten Schwimmbeckens, eines Brunnens
	42	Haushalt und Hygiene
	51	Autowaschanlage
	52	Salon - Wäscherei
	61	Wärmepumpe
	71	Verwendung in einer Anstalt, wo Kranke mit nicht ansteckenden Krankheiten untergebracht sind
	81	Schutz von Gütern
	84	Feuerwehrdienst
91	Künstliche Anreicherung des Grundwassers	
		andere Verwendung angeben

Nachstehend die in der Tabelle angegebene(n) Verwendung(en) des Wassers näher bestimmen unter Angabe des (der) benutzten Prozentsatzes (Prozentsätze) :

.....  
 .....  
 .....

Verwendung 1 : <input style="width: 40px; height: 20px;" type="text"/>	Prozentsatz Verwendung 1 : <input style="width: 60px; height: 20px;" type="text"/>
Verwendung 1 : <input style="width: 40px; height: 20px;" type="text"/>	Prozentsatz Verwendung 1 : <input style="width: 60px; height: 20px;" type="text"/>
Verwendung 3 : <input style="width: 40px; height: 20px;" type="text"/>	

**6. ABLEITUNG DER ABWÄSSER :**

- Ort .....
- Beseitigungsverfahren : .....
- Höchstmenge : ..... M<sup>3</sup>/Tag
- Schadstoffe : .....
- Behandlung : .....

**7. DOKUMENTE, DIE DEM VORLIEGENDEN FORMULAR BEIZUFÜGEN SIND**

**KATEGORIE DER WASSERENTNAHME (A ODER B) :**

Bemerkungen :

- Die Kategorie der Wasserentnahme ist in der 1. Kolonne des Feldes « Verwendung des Wassers » (§ 5.3.) angegeben.
- Wenn die Wasserentnahme unter beide Kategorien fällt, muß die Entnahme in Kategorie B eingestuft werden.
- Die Wasserentnahmen, die Privatpersonen ausschließlich für ihren Haushalt vornehmen, werden in Kategorie A eingestuft.

**DOKUMENTE, DIE BEIZUFÜGEN SIND :**

1. Für alle Wasserentnahmen :
  - eine beglaubigte Kopie der Eigentumsurkunde bezüglich der innerhalb der Wasserentnahmezone gelegenen unbeweglichen Güter, es sei denn, der Eigentümer ist die Region,
  - oder
  - die Verpflichtung des Eigentümers, die betreffenden unbeweglichen Güter an den Antragsteller zu verkaufen bzw. abzutreten, gegebenenfalls sofern eine Genehmigung zur Wasserentnahme erteilt wird,
  - oder
  - die Erlaubnis des Eigentümers, an der für die Wasserentnahme vorgesehenen Stelle Pumpversuche oder vorübergehende Pumparbeiten vorzunehmen.
2. Für alle Wasserentnahmen :
  - a) eine Konformitätsbescheinigung für die Zählvorrichtung,
  - b) eine Eichbescheinigung für die Zählvorrichtung.
3. Für alle Wasserentnahmen :
  - a) ein Entwurf über die Abgrenzung der Wasserentnahmezone mit einem mindestens im Maßstab 1/100 erstellten Plan, auf dem die Lage und die Grenzen der betreffenden Zone angegeben sind,
  - b) ein Auszug aus dem Katasterplan, in dem die Parzellen angegeben sind, die in der Wasserentnahmezone gelegen sind,
  - c) ein Auszug aus der Mutterrolle, in der die Namen und die jeweilige Adresse der Eigentümer der in dieser Zone gelegenen Parzellen bzw. Parzellenteile angegeben sind, wobei die Eigentümer gemeint sind, die die Katasterverwaltung zwei Monate vor der Einreichung des Antrags kennt.
4. Für die Wasserentnahmen der Kategorie B :
  - ein Entwurf zur Abgrenzung einer Präventivzone mit :
    - a) einem Erläuterungsschreiben zur Rechtfertigung des Abgrenzungsvorschlags und, gegebenenfalls, einer Beschreibung der Mittel, die zur Abgrenzung der Präventivzone gedient haben,
    - b) einem mindestens im Maßstab 1/1000 erstellten Plan, auf dem die Lage und die Grenzen der geplanten Wasserentnahme- und Präventivzonen angegeben sind,
    - c) einem Auszug aus dem Katasterplan, in dem die in den geplanten Wasserentnahme- und Präventivzonen gelegenen Parzellen angegeben sind,

d) einem Auszug aus der Mutterrolle, in der die Namen und die jeweilige Adresse der Eigentümer der in diesen Zonen gelegenen Parzellen bzw. Parzellenteile angegeben sind, wobei die Eigentümer gemeint sind, die die Katasterverwaltung zwei Monate vor der Einreichung des Antrags kennt,

e) einem Kostenvoranschlag für die Errichtung der Präventivzone und die in dieser Zonen geplanten Maßnahmen.

Dieses Formular muß ordnungsgemäß ausgefüllt werden und nebst Anlagen in dreifacher Ausfertigung gerichtet werden an das :

Ministerium der Wallonischen Region

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

Anzahl Anlagen : ..... ....., den ..... Unterschrift des Antragstellers : .....  Name des Unterzeichners : ..... Eigenschaft : .....
---

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von aufbereitablem Oberflächenwasser und die Wassereinnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende,  
 beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,  
 beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezugsstellen Arbeiten und dem Wasser,

A. VAN der BIEST

—  
 VERTALING  
 —

N. 92 — 943

**14 NOVEMBER 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve  
 betreffende het winnen van tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater  
 en de waterwinnings-, voorkomings- en toezichtsgebieden**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de ontginning van water dat tot drinkwater kan verwerkt worden, inzonderheid op de artikelen 2, 7, 10, 11 en 15;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Plaatselijke Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water voor het Waalse Gewest,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- 1° « decreet » : het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de ontginning van water dat tot drinkwater kan verwerkt worden;
- 2° « Minister » : de Minister tot wiens bevoegdheid het Water behoort;
- 3° « bestuur » : de Afdeling Water van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 4° « oppervlaktewater dat tot drinkwater kan verwerkt worden » : gewoon oppervlaktewater ingedeeld in een beschermingsgebied van tot drinkwater verwerkbaar water opgericht krachtens artikel 3 van het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging en de uitvoeringsbesluiten ervan;
- 5° « waterwinning » : handeling die bestaat in het opvangen van oppervlaktewater dat tot drinkwater kan verwerkt worden;
- 6° « bovengrondse installatie » : gedeelte van de bovengrondse waterwinplaats bestemd voor het opvangen van tot drinkwater verwerkbaar water, met inbegrip van het gebouw dat ze beschermt;
- 7° « beheerder van de waterloop » :
  - a) het Waalse Gewest voor de bevaarbare en onbevaarbare waterlopen van eerste categorie;
  - b) de provincie voor de onbevaarbare waterlopen van tweede categorie;
  - c) de gemeente voor de onbevaarbare waterlopen van derde categorie.

#### HOOFDSTUK II. — *Waterwinningsvergunning*

Art. 2. § 1. De in artikel 2 van het decreet bedoelde waterwinningsvergunning is vereist voor :

- 1° de uitbating van een waterwinstallatie;
- 2° de wijziging van een waterwinstallatie;
- 3° het weer in dienst stellen van een waterwinstallatie na een onderbrekingsperiode van minstens twee jaar.

In afwijking van alinea 1, 3°, is geen nieuwe vergunning vereist voor een met de instemming van het bestuur onderbroken waterwinning. In dit geval dient het bestuur te worden ingelicht over het weer in dienst stellen van de waterwinstallatie.

§ 2. De waterwinningen moeten minstens voldoen aan volgende voorwaarden :

- 1° de kwaliteit van het oppervlaktewater waar de waterwinning plaatsvindt, moet beschermd worden;
- 2° de uit een oppervlaktewater opgevangen hoeveelheid water moet zodanig bepaald worden dat de waterwinning het ecologisch en sanitair evenwicht ervan niet in gevaar brengt;
- 3° de veiligheid van personen en goederen mag niet lijden onder waterwinningen uitgevoerd in tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater.

§ 3. De waterwinningsvergunning kan voor bepaalde gevallen bepalingen voorzien om de in § 2 bedoelde doelstellingen te bereiken.

Art. 3. De waterwinningen zijn in twee categorieën ingedeeld.

Categorie A omvat alle waterwinningen, met inbegrip van degenen die door particulieren uitsluitend uitgevoerd worden voor de huishoudelijke behoeften van hun gezin, doch met uitzondering van degenen die tot categorie B behoren.

Categorie B omvat de waterwinningen bestemd voor :

- 1° de openbare watervoorziening;
- 2° de menselijke consumptie;
- 3° de vervaardiging van levensmiddelen;
- 4° de voorziening van openbare installaties zoals zwembaden, baden, douches of andere gelijksoortige installaties.

Art. 4. De vergunningsaanvraag moet bij het bestuur ingediend worden door middel van het door datzelfde bestuur verstrekt formulier dat in de bijlage voorzien is.

De aanvraag bevat volgende inlichtingen :

- 1° de naam en voornamen, het beroep, de nationaliteit en het adres, indien de aanvrager een natuurlijke persoon is;  
de aard, de handelsnaam, de nationaliteit en het maatschappelijk doel, indien de aanvrager een rechtspersoon is;  
de naam en voornamen en de hoedanigheid van de vertegenwoordiger, de adressen van de maatschappelijke zetel en van de exploitatiezetel;
- 2° de activiteit van de aanvrager;
- 3° de plaats van de waterwinstallatie;
- 4° de voor de bouw van de waterwinstallatie geplande datum;

- 5° de technische kenmerken van het geplande werk :
- a) de aard van de waterwinningsinrichting;
  - b) de afmetingen van de installatie;
  - c) de capaciteit van de eventuele tank;
  - d) de inrichting voorzien om de opgevangen hoeveelheid water te meten;
  - e) de inrichting voorzien voor de monsterneming.
- Die gegevens worden overgebracht op een plan van de waterwininstallatie op een schaal van 1/100;
- 6° het dagelijks en jaarlijks op te vangen maximaal aantal kubieke meter met de rechtvaardiging van het gebruik van het waterdebit;
- 7° de waterwinningsperiodes;
- 8° het gebruik van het water;
- 9° de lozingsplaats van het gebruikte water;
- 10° een voor eensluidend verklaard afschrift van de eigendomstitel betreffende de binnen het waterwingebied gelegen onroerende goederen, tenzij zij eigendom van het Gewest zijn; of de verbintenis van de eigenaar de betrokken onroerende goederen aan de aanvrager te verkopen of af te staan, in voorkomend geval mits het verkrijgen van een waterwinningsvergunning;
- 11° een gelijkvormigheidsattest en een ijkingsbewijs van de meetinrichting;
- 12° een afbakeningsproject van het waterwingebied dat bestaat uit een op een minimale schaal van 1/100 opgemaakt plan met de situatie en de grenzen van het betrokken gebied;
- 13° een uittreksel uit het kadastraal plan met de in het waterwingebied gelegen percelen;
- 14° een uittreksel uit de kadastrale legger met de namen en adressen van de eigenaars van de in dat gebied gelegen percelen of perceelgedeelten, waarbij de bedoelde eigenaars twee maanden voor de indiening van de aanvraag bekend zijn bij het Bestuur van het Kadaster;
- 15° indien een voorkomingsgebied vereist is, een afbakeningsproject ervan samen met :
- a) een verklarende nota ter verantwoording van het afbakeningsvoorstel en, in voorkomend geval, een beschrijving van de middelen gebruikt voor de afbakening van het voorkomingsgebied;
  - b) een op een minimale schaal van 1/1000 opgemaakt plan met de situatie en de grenzen van de geplande waterwinnings- en voorkomingsgebieden;
  - c) een uittreksel uit het kadastraal plan met de in de waterwinnings- en voorkomingsgebieden gelegen percelen;
  - d) een uittreksel uit de kadastrale legger met de namen en adressen van de eigenaars van de in die gebieden gelegen percelen en perceelgedeelten, waarbij de bedoelde eigenaars twee maanden voor de indiening van de aanvraag bekend zijn bij het Bestuur van het Kadaster;
  - e) een raming van de aanlegkosten van het voorkomingsgebied en van de binnen dat gebied geplande maatregelen.
- Voor de toepassing van alinea 2, 1°, moet de aanvrager die de Belgische nationaliteit niet heeft, in België domicilie kiezen.
- Voor de toepassing van alinea 2, 3°, moet de plaats van de waterwinning nauwkeurig aangegeven worden door middel van de in het Nationaal Geografisch Instituut van kracht zijnde Lambert-gegevens, alsmede van een uittreksel uit de topografische kaart op een schaal van 1/10000 waarop de plaats van de waterwinning voorkomt.
- Voor de toepassing van alinea 2, 5°, moeten de gegevens overgebracht worden op een plan van de waterwininstallatie op een schaal van 1/100.

**Art. 5. § 1.** Indien de vergunningsaanvraag volledig is, zendt het bestuur de aanvrager binnen vijftien dagen na ontvangst van die aanvraag een bericht van ontvangst bij een ter post aangetekende brief.

Indien de vergunningsaanvraag onvolledig is, verwittigt het bestuur de aanvrager binnen dezelfde termijn en stelt hem in kennis van de ontbrekende documenten of inlichtingen.

**§ 2.** De Minister beslist binnen drie maanden na bericht van ontvangst bij een met redenen omkleed besluit over de aanvraag.

De Minister mag die termijn tweemaal met dezelfde duur verlengen.

De in alinea 1 bedoelde termijn wordt met negen maanden verlengd wanneer de Executieve de procedure voor de aanleg van een niet-verplicht voorkomingsgebied heeft ingezet zonder ze echter tot haar einde voort te zetten.

**§ 3.** In afwijking van § 2. beslist de Minister binnen de maand van het in artikel 12 bedoeld besluit bij een met redenen omkleed besluit in het geval van aanvragen om waterwinningsvergunningen waarvoor een voorkomingsgebied opgericht is.

**§ 4.** Indien de Minister binnen de toegestane termijn geen beslissing heeft genomen, wordt de aanvraag als verworpen beschouwd.

**Art. 6.** De in artikel 5 bedoelde besluiten met betrekking tot een waterwinningsmachtiging vermelden de na te komen voorwaarden betreffende met name :

- 1° de waterwinningsapparaten;
- 2° de uitvoerings- en uitrustingsmodaliteiten van de installatie;
- 3° de meetinrichtingen van de hoeveelheden water en de waterstanden en de inrichtingen voor de monsterneming in de installatie;
- 4° het gebruik van het opgevangen water;
- 5° de dagelijks en jaarlijks op te vangen maximale hoeveelheid water;
- 6° de frequentie van de tellingstaten van de opgevangen hoeveelheden water;
- 7° de bescherming van de omliggende grondwaterwinnings;
- 8° de openbare veiligheid;
- 9° de te treffen maatregelen indien de waterwinning niet meer gebruikt wordt.

Het bestuur is bevoegd om de goede staat van de meetinrichtingen te controleren; het dient te worden ingelicht over elke wijziging of vervanging van die inrichtingen.



De houder van een waterwinningsvergunning wordt ertoe gehouden het bestuur jaarlijks uiterlijk op 31 januari de tijdens het jaar tevoren opgevangen hoeveelheid water mede te delen en in het algemeen elk ander gegeven omtrent de vergunningsvoorwaarden en de gebruiksmodaliteiten van de waterwinning.

**Art. 7.** In uitzonderlijke omstandigheden kan de Minister een bepaalde overschrijding van het toegestane debiet voor een beperkte duur toestaan.

De waterwinningsvergunning vervalt indien geen enkele waterwinning wordt uitgevoerd binnen een termijn van twee jaar vanaf de dag van haar afgifte.

**Art. 8.** Elke krachtens artikel 7 van het decreet uitgevoerde herziening van de vergunning gebeurt overeenkomstig de regelen inzake de afgiftevoorwaarden en -formaliteiten van de vergunningen.

Er vindt eerst een openbaar onderzoek plaats wanneer de voorgestelde wijziging als gevolg heeft, hetzij het rondom de waterwinning opgericht voorkomingsgebied, hetzij de reglementering van de activiteiten die erin kunnen worden uitgeoefend, te wijzigen of de afbakening van een dergelijk gebied op te leggen.

### HOOFDSTUK III. — *Waterwinnings-, voorkomings- en toezichtsgebieden*

**Art. 9.** Het waterwingebied wordt aan de landzijde afgebakend door een lijn gelegen op 10 meter van de buitengrenzen van de voor de waterwinning strikt noodzakelijke bovengrondse installaties en, aan de waterloopzijde, door de eigendomsgrens van de beheerder van de waterloop.

In afwijking van alinea 1 kan de afbakening van het waterwingebied overeenstemmen met natuurlijke of kunstmatige topografische vaste punten of grenzen zoals verkeerswegen, waterlopen, bouwlijnen, afsluitingen, of met administratieve grenzen zoals kadastrale afdelingen.

In dat geval mag de Minister bij een met redenen omkleed besluit bijkomende beschermingsmaatregelen opleggen.

**Art. 10.** Een voorkomingsgebied dient te worden bepaald voor elke waterwinning van categorie B.

**Art. 11.** Het voorkomingsgebied bestaat enerzijds uit het beschermingsgebied bedoeld in artikel 3 van het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging en anderzijds uit twee gebieden die aan voornoemd beschermingsgebied grenzen, met dezelfde lengte en een breedte vermeld in het besluit tot oprichting van het voorkomingsgebied.

De breedte van de in alinea 1 bedoelde aangrenzende gebieden kan veranderlijk zijn.

**Art. 12.** Na het overeenkomstig artikel 14 uitgevoerd openbaar onderzoek neemt de Executieve een besluit tot bepaling van het voorkomingsgebied en tot regeling van de activiteiten in dat gebied; zij deelt het mede aan de betrokken gemeenten, aan de bestendige deputatie van de provincieraad en aan elke persoon die tijdens het openbaar onderzoek opmerkingen heeft gemaakt.

**Art. 13.** Na het overeenkomstig artikel 14 uitgevoerd openbaar onderzoek stelt de Executieve het toezichtsgebied vast en regelt zij de activiteiten die in dat gebied plaatsvinden; zij deelt het mede aan de betrokken gemeenten, aan de bestendige deputatie van de provincieraad en aan elke persoon die tijdens het openbaar onderzoek opmerkingen heeft gemaakt.

### HOOFDSTUK IV. — *Het openbaar onderzoek*

**Art. 14.** De Minister stuurt de projecten van voorkomings- en toezichtsgebieden samen met hun bijlagen naar de gemeenten op het grondgebied waarvan voornoemde gebieden zich geheel of gedeeltelijk uitstrekken.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier opent het college van burgemeester en schepenen een onderzoek naar voor- en nadelen van het werk door aanplakking van een bericht met het voorwerp van het onderzoek. Dat bericht wordt gedurende dertig dagen op de gebruikelijke plaatsen aangeplakt; tegelijkertijd stuurt het college van burgemeester en schepenen een afschrift ervan naar de eigenaars en de voornaamste bewoners van de in het gebied gelegen gebouwen, alsmede naar de openbare besturen waaronder een in hetzelfde gebied gelegen verkeersweg, waterloop of om het even welke installatie of instelling ressorteren.

Het dossier en de daarbij gevoegde plannen kunnen tijdens de hele duur van het onderzoek door de betrokkenen geraadpleegd worden. De personen die het wensen, kunnen een afschrift van die documenten verkrijgen tegen betaling van de door het college van burgemeester en schepenen vastgestelde kostprijs.

Binnen dezelfde termijn zamelt een lid van het college van burgemeester en schepenen of door een daartoe afgevaardigde ambtenaar de schriftelijke opmerkingen in. Bij het verstrijken van die termijn wordt een zitting gehouden waarop alle personen die het wensen, gehoord worden en aan het einde waarvan proces-verbaal wordt opgemaakt ter sluiting van het onderzoek naar voor- en nadelen van het werk.

Het gemeentebestuur stuurt het dossier binnen een termijn van tien dagen na sluiting van het onderzoek samen met het gemotiveerd advies van het college van burgemeester en schepenen terug naar de Minister.

### HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Wat de bestaande waterwinningsvergunningen betreft, treden de bepalingen omtrent de waterwin- en voorkomingsgebieden echter slechts na drie jaar in werking.

Art. 16. De Minister tot wiens bevoegdheid het Water behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 november 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Plaatselijke Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

Bijlage

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement  
Division de l'Eau

Aanvraagformulier voor de winningsvergunning van tot drinkwater  
verwerkbaar oppervlaktewater

Voorafgaande opmerking : de vakken in grijze tint zijn voorbehouden aan  
het Bestuur

1. Identificatie van de aanvrager

Code :  /  Vroegere code :  /  /  /

Gemeente :

vak A invullen indien de aanvrager een natuurlijke persoon is  
vak B invullen indien de aanvrager een rechtspersoon is

VAK A

Naam : .....  
 Voornamen : .....  
 Beroep : .....  
 Nationaliteit : ..... Taal (F/NL/D) : .....  
 Adres (1) :  
 straat/laan/bld : .....  
 nr : ..... bus : .....  
 postnummer : ..... gemeente : .....  
 telefoonnummer : .....  
 BTWnummer : ..... inschrijvingsnummer bij het Rijksregister : ..

VAK B

Aard : .....  
 Officiële handelsnaam : .....  
 Nationaliteit : ..... Taal (E/NL/D) : .....  
 Maatschappelijk doel : .....  
 Adres (1) :  
 Maatschappelijke zetel  
  
 straat/laan/bld : .....  
 nr : ..... bus : .....  
 postnummer : ..... gemeente : .....  
 telefoonnummer : .....  
 BTWnummer : ..... inschrijvingsnummer bij het Rijksregister : .

Exploitatiezetel  
 straat/laan/bld : .....  
 nr : ..... bus : .....  
 postnummer : ..... gemeente : .....  
 telefoonnummer : .....  
 BTWnummer : ..... inschrijvingsnummer bij het Rijksregister : .

Naam en voornamen van de vertegenwoordiger : .....  
 Hoedanigheid : .....

(1) indien de aanvrager de Belgische nationaliteit niet heeft, moet hij in België domicilie kiezen

2. Activiteit van de aanvrager

Een kruisje aanbrengen in het (de) overeenstemmend(e) vak(ken) :

10		landbouwactiviteiten
20		industriële activiteiten
30		openbare watervoorziening
40		ziekenhuisactiviteiten
50		commerciële activiteiten
60		particulier
70		openbaar bestuur
80		vervoer en communicatie
90		dienstenverlening
		andere te verduidelijken activiteiten

### 3. Beschrijving van de waterwinning

#### 3.1. Lokalisatie van de winning van het oppervlaktewater dat tot drinkwater kan verwerkt worden

Code van de installatie :  /  /  /

Nr. op de kaart :

##### 3.1.1. Adres

Gemeente : .....  
 Vroegere gemeente : .....  
 Straat/laan/Bvd : .....  
 Nr. : ..... bus : .....  
 Wijk : .....

##### 3.1.2. Kadastraal(alen) perceel/percelen

Afdeling : ..... Sectie : .....  
 Nr(s) : .....

##### 3.1.3. LAMBERT-gegevens

X : ..... Y : ..... Z : .....  
 Werden die gegevens nauwkeurig bepaald ? (ja/nee) : .....

##### 3.2. Benaming van de waterwinning :

##### 3.3. Identificatie van de exploitant van de waterwinning

Dit gedeelte slechts invullen wanneer de aanvrager niet de exploitant van de waterwinning is

Naam van de exploitant : .....  
 Nr. : ..... bus : .....  
 Postnummer : ..... gemeente : .....  
 Telefoonnummer : .....

##### 3.4. Contacten

Naam van de te contacteren persoon : .....  
 Hoedanigheid : .....  
 Telefoonnummer : .....

3.5. Datum waarop de waterwinning werd uitgevoerd :

Piezometer (J/N) : .....	
Waterlaagcode : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Hydrologische code : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Naam van de beek : .....	
Verband met de installatie	: <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Verband met de gerangschikte instelling	: <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/> / <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

4. Technische gegevens van de installatie

De technische gegevens (afmetingen, waterstand, ...) hierna vermelden :

.....  
 .....  
 .....

4.1. Kenmerken van de monsterneming  
Aard van de inrichting

<input type="checkbox"/>	dompelpomp
<input type="checkbox"/>	waterpomp
<input type="checkbox"/>	zwaarteafstroming
<input type="checkbox"/>	andere te verduidelijken kenmerken

Kenmerken van de pomp :

Nominaal debiet : .....m3/u  
 Werkelijk debiet : .....m3/u  
 Model : .....  
 Manometrische hoogte : .....  
 Type van de motor die de pomp aandrijft : .....  
 Vermogen van de motor : ..... kw  
 Diepte waarop de pomp is geplaatst : .....

4.2. Capaciteit van de eventuele watertank : .....

4.3. Meetinrichting van de opgevangen hoeveelheid water : .....

4.4.1. Nummer van de meetinrichting : .....

4.4.2. Type inrichting : .....

CV	volumetrische meter
CE	elektro-magnetische meter
DE	overlaat
	andere te verduidelijken inrichtingen

4.4.3. Beschrijving van de inrichting : .....

4.4.4. Datum van de laatste ijking : .....

4.4.5. Fabricatiedatum : .....

4.4.6. Beschrijving van de ijking : .....

4.5. Inrichting voor de monsterneming : .....

5. Gebruik van het opgevangen water

Referentienummer van het dossier :	<input type="text"/>
Vergunningsnummer :	<input type="text"/> / <input type="text"/> / <input type="text"/> / <input type="text"/> / <input type="text"/>
Gemachtigd (J/N) :	.....

5.1. Gewenst maximaal debiet : ..... m<sup>3</sup>/uur  
 ..... m<sup>3</sup>/dag  
 ..... m<sup>3</sup>/jaar

Dit debiet verantwoord door de waterwinningsperiodes nauwkeurig te vermelden : .....

5.2. Exploitatievermogen van het bedrijf

..... uren/dag  
 ..... dagen/maand  
 ..... maanden/jaar

5.3. Gebruik van het water

Een kruis aanbrengen in het (de) overeenstemmend(e) vak(ken) :

B	11	openbare voorziening
	14	menselijke consumptie, behalve privaat gebruik (gezinnen)
	15	vervaardiging van levensmiddelen
	16	drankindustrie
	17	spoeling en reiniging in de drankindustrie
	18	baden, douckes, zwembaden of andere gelijksoortige installaties
A	21	industriële vervaardiging van een ander produkt dan levensmiddelen
	22	reiniging en voorbereiding van een produkt of van een grondstof
	23	waterkoeling van de installaties en koeling
	24	reiniging van lokalen en/of van materieel
	25	dampproductie
	31	landbouw - tuinbouw - boomwekerij ...
	32	teelt
	33	visteelt
	41	bevoorrading van vijvers, private zwembaden, fontein
	42	huishoudelijk en sanitair gebruik
	51	car-wash
	52	wassalon - wasserij
	61	warmtepomp
	71	gebruik in een instelling met onbesmettelijke zieken
	81	bescherming van goederen
	84	brandweerdienst
	91	kunstmatige aanvulling van grondwater
		andere te verduidelijken gebruiken

Het (De) gebruik(en) van het in de tabel vermelde water nauwkeurig aangeven door het (de) gebruikte percentage(s) te vermelden :

.....  
 .....  
 .....

gebruik 1 :	<input type="text"/>	percentage gebruik 1 :	<input type="text"/>
gebruik 2 :	<input type="text"/>	percentage gebruik 2 :	<input type="text"/>
gebruik 3 :	<input type="text"/>		

#### 6. LOZINGEN VAN AFVALWATER

Plaats : .....  
 Afvoerwijze : .....  
 Maximaal debiet : ..... m<sup>3</sup>/dag  
 Verontreinigende stoffen : .....  
 Behandeling : .....

#### 7. DOCUMENTEN DIE BIJ DIT FORMULIER DIENEN TE WORDEN GEVOEGD

##### CATEGORIE VAN DE WATERWINNING (A OF B) :

##### Opmerkingen :

- De categorie van de waterwinning wordt aangeduid in de eerste kolom van het vak « Gebruik van het water » (5.3.)
- Indien de waterwinning tot beide categorieën behoort, moet zij in categorie B gerangschikt worden;
- De door particulieren uitgevoerde waterwinningen die uitsluitend bestemd zijn voor de huishoudelijke behoeften van hun gezin, zijn gerangschikt in categorie A.

##### BIJ TE VOEGEN DOCUMENTEN :

1. Voor alle waterwinningen :
  - een voor eensluidend verklaard afschrift van de eigendomstitel betreffende de binnen het waterwingebied gelegen onroerende goederen, behalve indien zij eigendom zijn van het Gewest;
  - of
  - de verbintenis van de eigenaar de betrokken onroerende goederen te verkopen of af te staan aan de aanvrager die eventueel geconditioneerd is door het verkrijgen van een waterwinningsvergunning;
  - of
  - de machtiging van de eigenaar om een proefbemaling of een tijdelijke bemaling uit te voeren op de voor de waterwinning bestemde plaats.
2. Voor alle waterwinningen :
  - a) een gelijkvormigheidsattest van de meetinrichting;
  - b) een ijkingsbewijs van de meetinrichting.
3. Voor alle waterwinningen :
  - a) een afbakeningsproject van het waterwingebied dat bestaat uit een op een minimale schaal van 1/100 opgemaakt plan met de situatie en de grenzen van het betrokken gebied;
  - b) een uittreksel uit het kadastraal plan met vermelding van de in het waterwingebied gelegen percelen;
  - c) een uittreksel uit de kadastrale legger met de namen en adressen van de eigenaars van de in dit gebied gelegen percelen of gedeelten van percelen, waarbij de bedoelde eigenaars degenen zijn die, twee maanden voor de indiening van de aanvraag, bekend zijn bij het Bestuur van het Kadaster.
4. Voor de waterwinningen van categorie B :
 

Een afbakeningsproject van een voorkomingsgebied met :

  - a) een verklarende nota ter verantwoording van het afbakeningsvoorstel en, in voorkomend geval, een beschrijving van de voor de afbakening van het voorkomingsgebied gebruikte middelen;
  - b) een op een minimale schaal van 1/1000 opgemaakt plan met de situatie en de grenzen van de geplande waterwin- en voorkomingsgebieden;
  - c) een uittreksel uit het kadastraal plan met vermelding van de in de waterwin- en voorkomingsgebieden gelegen percelen;
  - d) een uittreksel uit de kadastrale legger met vermelding van de namen en adressen van de eigenaars van de in die gebieden gelegen percelen en gedeelten van percelen, waarbij de bedoelde eigenaars degenen zijn die, twee maanden voor de indiening van de aanvraag, bekend zijn bij het Bestuur van het Kadaster;
  - e) een raming van de aanlegkosten van het voorkomingsgebied en van de binnen dat gebied geplande maatregelen.



Dit formulier dient behoorlijk ingevuld samen met zijn bijlagen in drie exemplaren te worden ingediend bij :

Ministère de la Région wallonne

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

Aantal bijlagen : .....  
 Gemaakt te ....., op .....  
 Handtekening van de aanvrager : .....  
 Naam van de ondertekenaar : .....  
 Hoedanigheid : .....

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende het winnen van tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater en de waterwinnings-, voorkomings- en toezichtsgebieden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
 belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,  
 B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
 belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,  
 A. VAN der BIEST

## OFFICIËLE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Lijst der personen op datum van 31 december 1991 erkend in toepassing van artikel 23 der wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering

Bekendmaking gedaan door het Ministerie van Economische Zaken in uitvoering van artikel 25, § 2, van bovengenoemde wet.

De hierna vermelde personen worden erkend om de verrichtingen te doen behorend bij het kenteken dat voorafgaat aan hun naam en adres.

A.1. Het verrichten van de verkopen op afbetaling zonder financiering door een derde, overeenkomstig artikel 23, 1<sup>o</sup>.

A.2. Het toestaan van leningen op afbetaling, overeenkomstig artikel 23, 2<sup>o</sup>.

A.3. Het afleveren als derde van aankoopbons of soortgelijke titels, overeenkomstig artikel 23, 2<sup>o</sup>.

A.4. Het bijdragen in de financiering van de verkopen op afbetaling overeenkomstig artikel 23, 3<sup>o</sup>.

A.5. Het afleveren als verkoper, van aankoopbons of soortgelijke titels, overeenkomstig artikel 23, 2<sup>o</sup>.

A.6. Het toestaan van persoonlijke leningen op afbetaling, overeenkomstig artikel 23, 4<sup>o</sup>.

### MINISTÈRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Liste des personnes agréées à la date du 31 décembre 1991 en application de l'article 23 de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement

Publication faite par le Ministère des Affaires économiques en exécution de l'article 25, § 2, de la loi susvisée.

Les personnes citées ci-après sont agréées aux fins d'effectuer les opérations qui correspondent aux rubriques suivantes, placées en regard de leurs nom et adresse.

A.1. Pratiquer des ventes à tempérament sans recourir au financement par un tiers, conformément à l'article 23, 1<sup>o</sup>.

A.2. Consentir des prêts à tempérament, conformément à l'article 23, 2<sup>o</sup>.

A.3. Délivrer en qualité de tiers des bons d'achat ou titres semblables, conformément à l'article 23, 2<sup>o</sup>.

A.4. Intervenir dans le financement des ventes à tempérament conformément à l'article 23, 3<sup>o</sup>.

A.5. Délivrer en qualité de vendeur des bons d'achat ou titres semblables conformément à l'article 23, 2<sup>o</sup>.

A.6. Consentir des prêts personnels à tempérament, conformément à l'article 23, 4<sup>o</sup>.